

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués  
17 rue de la Plaine des Isles  
89000 AUXERRE  
ud58-89.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr

Auxerre, le 27/02/2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/11/2024

### **Contexte et constats**

publié sur   
**EURIAL ULTRA FRAIS**  
30 RUE DES JACQUINS  
89150 Jouy

Références : 250084  
Code AIOT : 0005401298

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/11/2024 dans l'établissement EURIAL ULTRA FRAIS implanté 30 RUE DES JACQUINS BP 12 89150 Jouy.

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Le site EURIAL à Jouy faisant partie des plus gros préleveurs d'eau en Bourgogne Franche-Comté, la visite a été orientée sur la thématique Eau et réduction des prélèvements de cette ressource.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURIAL ULTRA FRAIS
- 30 RUE DES JACQUINS BP 12 89150 Jouy
- Code AIOT : 0005401298    Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

L'activité principale de la société EURIAL ULTRA FRAIS est la fabrication de produits laitiers frais (yaourts, fromages frais et crème fraîche), dont une part importante de fabrication de marques de distributeurs.

**Contexte de l'inspection :** Actions nationales 2024 | Risques chroniques

**Thèmes de l'inspection :** AN24 Sécheresse | Eau de surface

### **2) Constats :**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	AP Complémentaire du 16/02/2024, article 1	

2	Surveillance des effets sur l'environnement	AP Complémentaire du 16/02/2024, article 5	
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 31/08/2010, article 4.2.2	
4	Prélèvements	Arrêté Préfectoral du 31/08/2010, article 4.1.1	
5	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 31/08/2010, article 4.1.3	
6	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article 7.3	
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	


### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Les points contrôlés lors de l'inspection n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

Un arrêté préfectoral complémentaire relatif à la réalisation d'un diagnostic de la ressource en eau et une étude technico-économique, dont l'exploitant a eu connaissance du projet, devra être validé et signé pour sa réalisation dans les plus brefs délais.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/02/2024, article 1	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative	Rubriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [tableau rubrique]	
<b>Constats :</b> Aucune modification substantielle n'a été apportée aux installations décrites ci-dessus.  Au cours de l'inspection, il est rappelé que toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relève de l'autorisation est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, et que toute modification notable doit être portée à la connaissance du Préfet, avant sa réalisation, avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.  Suite aux échanges sur les derniers éléments connus par l'inspection, l'exploitant est invité à déposer un porter-à-connaissance pour mettre à jour les informations fournies concernant les rubriques 2921 (10 TAR pour une puissance totale de 9 478 kW), 1530 (35 m <sup>3</sup> actuellement), 2910 (11 MW actuellement) et 2925 (71 kW actuellement).  NB1 : L'exploitant a déposé une demande d'antériorité au titre de la rubrique 1510, en date du 17 décembre 2021  NB 2 : Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de deux rubriques sur GUN Env, pourtant présentes dans l'arrêté préfectoral complémentaire IED du 16 février 2024 ; les rubriques suivantes devront être ajoutées : <ul style="list-style-type: none"><li>• 4130 (Toxicité aiguë catégorie 3 - supérieur à 10 t)</li><li>• 1185 (gaz à effet de serre fluorés).</li></ul>	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 2 : Surveillance des effets sur l'environnement

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 16/02/2024, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques IED

**Prescription contrôlée :**

(...) En outre, l'exploitant veillera à fournir à l'inspection des installations classées des résultats de la surveillance des eaux souterraines et des sols. Le premier envoi doit être complété d'un plan explicitant la localisation des ouvrages de prélèvement et précisant leurs caractéristiques.

**Constats :**

En séance, l'exploitant a présenté à l'inspection son outil de suivi et d'évaluation de la conformité aux textes réglementaires. Ce tableau permet de suivre les échéances et les obligations liées, notamment, aux études et diagnostics à réaliser, et aux opérations de maintenance à prévoir.

Le diagnostic des eaux souterraines et des sols a été réalisé en 2020 (cf. rapport de base 28 janvier 2021, p60 - 64) ; le prochain diagnostic sera programmé en 2030, conformément au délai décennal pour ce diagnostic.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

### N° 3 : Plan des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2010, article 4.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques      Plan

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation de disconnecteurs, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, ...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature.

**Constats :**

Les plans des réseaux ont été consultés en séance ; ils n'appellent pas de remarques.

Les plans sont régulièrement mis à jour, il a été consulté les versions de mars 2024 (indice 12), et juin 2024 (indice 13).

En parallèle, l'exploitant a transmis à l'inspection, par mail en date du 4 février 2025, les schémas des eaux usées, d'eau de ville et d'eau pluviales.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

#### N° 4 : Prélèvements

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2010, article 4.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques      Volumes autorisés

**Prescription contrôlée :**

[tableau prélèvements autorisés]

Les installations de prélèvement d'eau, qu'elle qu'en soit l'origine, sont équipés de compteurs volumétriques totalisateurs. Les volumes d'eaux consommées sur chaque compteur doivent être comptabilisés journalièrement. Les résultats sont portés sur un registre.

**Constats :**

Les prélèvements pour l'année 2023 s'élève à :

- 358 282 m<sup>3</sup> dans la nappe
- 213 890 m<sup>3</sup> dans le réseau AEP

soit un total de 572 172 m<sup>3</sup>..

Lors de la présentation, en salle, du tableau de suivi des prélèvements, il a été constaté une différence avec la déclaration réalisée dans GERE (539 023 m<sup>3</sup> déclarés sur GERE en 2023) due à une méthode de calcul soustrayant une partie de l'eau prélevée dans la nappe. L'exploitant veillera à corriger sa méthode de calcul pour les prochaines déclarations.

Des pistes d'études et des projets visant à réaliser des économies d'eau ont été présentées :

- En 2024, un projet REUSE de réemploi eau de lait de vache a été mis à l'étude, avec un test à l'échelle pilote, accompagné du prestataire BWT, pour l'objectif d'une réutilisation de 40 000 m<sup>3</sup>/an soit 8 % de la consommation annuelle → test s'est avéré non-concluant sur l'abattement DCO. Une autre piste est à l'étude pour abattre la DCO : un traitement peroxyde et une réutilisation dans les TAR.
- L'équipement de tours adiabatiques a été étudié - risque d'encrassement des buvards avec poussière/pollen (économie estimée de 100 m<sup>3</sup>/semaine et /tour).
- Pour la chaufferie, il a été identifié le remplacement de l'osmoseur actuel par un osmoseur plus grand qui traiterait également l'eau de TAR. L'économie représenterait 12 000 m<sup>3</sup>/an 2 000 m<sup>3</sup>/an sur la partie chaufferie.
- Des compteurs intermédiaires sont en cours d'installation (60 compteurs), avec report en temps réel → ces compteurs ont déjà permis d'identifier 2 grosses fuites traitées rapidement en 2024.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 5 : Réduction des prélèvements/consommations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2010, article 4.1.3

**Thème(s) :** Risques chroniques      Limitation des consommations d'eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit rechercher à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

Il adresse chaque année à l'inspection des installations classées un bilan annuel des consommations d'eau. Le bilan fait apparaître les économies éventuellement réalisées.

**Constats :**

Comme indiqué dans le point de contrôle précédent, l'exploitant cherche à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement en envisageant des pistes d'économies d'eau.

L'exploitant déclare chaque année ses prélèvements via GEREP ; il veillera à s'assurer de la méthode de décompte des volumes d'eau prélevés dans la nappe.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**



## N° 6 : Dérogation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/05/2021, article 7.3	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Prélèvements	
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures s'appliquent aux activités économiques dont usages industriels, commerciaux, artisanaux et de loisirs à l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- des activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions particulières quantitatives plus restrictives ;</li><li>- des établissements ou activités pouvant démontrer que leurs procédés et équipements mis en œuvre permettent des économies substantielles d'eau.</li></ul> <p>Les restrictions ne s'appliquent pas dès lors qu'il y a utilisation d'eaux de pluie récupérées.</p>	
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire visant à réaliser un diagnostic de la ressource et une étude technico-économique des réductions des prélèvements en eau a été transmis à l'exploitant courant 2024.</p> <p>Ce projet est une première étape visant ensuite à encadrer, par un arrêté individuel spécifique au site d'EURIAL, les prescriptions spécifiques en cas de sécheresse, ce qui engendrerait une dérogation à l'arrêté cadre départemental.</p> <p>L'inspection veillera au suivi de cet APC, et à la réalisation des études en question.</p>	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 7 : Autosurveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques      Transmission GIDAF

**Prescription contrôlée :**

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du Code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.

**Constats :**

Les déclarations d'auto-surveillance ont été consultées en amont de la visite d'inspection ; elles sont réalisées conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 et n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**